

J'ai dit à la Chambre il y a trois semaines, soit le 3 mars, et je l'ai répété le 11 mars et dans d'autres circonstances avant même que ce genre de question ne soit soulevée, que le gouvernement a l'intention, à un moment donné, de poser des gestes, vers la fin de l'année fiscale.

A la troisième question du leader de l'opposition à la Chambre, j'ai répondu que je prendrai connaissance de façon officielle de la lettre du sénateur et qu'on essaierait, si possible, d'y donner suite rapidement. Et c'est tout.

● (1120)

LE SÉNATEUR HÉBERT—LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

**L'hon. Jean Lapierre (Shefford):** Monsieur le Président, je veux remercier le premier ministre pour son geste et j'ose espérer que, grâce à son intervention, peut-être au cours des prochaines heures, on pourrait mettre fin à la situation qui existe actuellement au Sénat. Et je l'exhorte à rencontrer le sénateur Hébert et à lui faire ses confidences.

Est-ce que le premier ministre est prêt à poser un geste humain de cette nature?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, il y a une chronique qui a paru dans le journal *La Presse* d'hier de la main d'Alain Dubuc, où on parle de Katimavik et, pour vous montrer la divergence d'opinions qui peut exister, on dit:

Katimavik: Le symbole d'un échec.

On y lit, ce n'est pas une opinion que je partage nécessairement, mais voici ce que l'observateur affirme:

Il a fallu un grand coup: leur taux de chômage a bondi à 18,8 p. 100 en 1982 et à 19,9 p. 100 en 1983...

En gros, avec le rattrapage des deux dernières années, la proportion des jeunes de 15 à 24 qui ont un emploi est plus élevée...

... aujourd'hui...

... que dans les années soixante-dix...

Mais le processus de dégradation s'est inversé en 1983 et en 1984.

Ce sont là de bonnes nouvelles pour la jeunesse canadienne, et je peux assurer mon honorable ami que nous allons travailler davantage pour créer des emplois durables pour la jeunesse canadienne.

\* \* \*

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

LES PLUIES ACIDES—LA POSITION DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. C'est au sujet de sa visite aux États-Unis. Il y a six ans, le président Carter a reconnu, au nom du peuple américain, que les pluies acides constituaient un problème commun aux deux pays et qu'il fallait faire quelque chose pour y remédier. Malheureusement pour ceux qui se soucient des pluies acides, il a quitté le pouvoir quelques mois plus tard.

Il y a cinq ans, le président Reagan a déclaré, ici même, que cette source de pollution posait des problèmes et il s'est engagé

Questions orales

à agir, mais sans joindre le geste à la parole. Pourquoi devrions-nous croire maintenant que le président Reagan, un président sur son déclin, va réaliser au cours des quelques années à venir ce qu'il s'est abstenu de faire au cours des cinq années écoulées?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, tout le monde n'est pas d'accord pour dire que le président Reagan est sur son déclin. La dernière fois que je l'ai vu, il paraissait en bonne santé et plein d'énergie et il m'a demandé de transmettre ses amitiés au chef du Nouveau parti démocratique.

Le député a mentionné le point de vue exprimé par le président Carter et le premier ministre Trudeau. Il a parfaitement raison. Il a également fait remarquer que le président Carter avait quitté le pouvoir quelques mois plus tard. Lorsque nous avons été élus, il nous a fallu reprendre le dossier, lequel avait évolué.

Malgré les énoncés d'intentions, nous avons pu constater qu'aucun progrès tangible n'avait été réalisé au cours de ces cinq ans.

Deuxièmement, nous avons dû traiter avec le gouvernement américain dont les opinions au sujet des pluies acides et de l'environnement n'étaient pas du tout les mêmes que celles du gouvernement du Canada. Nous avons donc commencé par faire deux choses: premièrement, régler le problème chez nous et, deuxièmement, négocier avec les États-Unis, dans l'espoir de leur faire admettre deux principes importants à savoir qu'il s'agit d'un problème transfrontalier qui doit être réglé en conséquence et qu'il faut mettre en place le programme voulu pour le résoudre. Telle était la conclusion du rapport Drew Lewis et le fait que le président ait approuvé ce rapport sans réserve, en s'engageant à demander les fonds nécessaires et que j'aie pu rencontrer les membres du congrès et du Sénat pour l'aider à débloquer ces fonds constitue un gros progrès pour le Canada.

**M. Broadbent:** Monsieur le Président, je voudrais commencer par féliciter le gouvernement des mesures qu'il a prises au Canada. Je l'ai déjà dit et je le répète. Il est intervenu pour résoudre le problème des pluies acides, contrairement au gouvernement précédent. Je félicite le premier ministre.

**Des voix:** Bravo!

LES ENTRETIENS DU PREMIER MINISTRE AVEC LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Ma question concerne ce que les Américains font ou ne font pas. Comme le président des États-Unis a déclaré, il y a cinq ans, qu'il s'agissait d'un problème commun, et qu'il fallait faire quelque chose alors que rien n'a été fait et comme le ministre de l'Environnement a lui-même déclaré: «Ce qui vaut pour un pays vaut également pour l'autre», le premier ministre a-t-il seulement demandé au président Reagan de prendre des engagements précis quant à la réduction du niveau des pluies acides comme l'a fait le gouvernement canadien? A-t-il demandé au président Reagan de le faire?